



Directrice de Publication : Caroline Claire Yankep

Jeunesse TRANSFERT

Une jeunesse capable de s'assumer devant toute épreuve socio politique en préservant l'esprit civique et le sentiment national.

N° 87

Une publication périodique de la *Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ)*

Août 2021

DE L'AUTORITE DE POUVOIR ET DE COMMANDEMENT A L'AUTORITE DE COORDINATION DU DEVELOPPEMENT



Des attitudes à corriger pour préserver l'intégrité des services et des institutions - Que l'utilisateur soit roi

Editorial

L n'y a pas de seconde chance pour faire la première impression. Rendu dans un Commissariat pour se faire établir la Carte Nationale d'Identité, Prosper W., un jeune camerounais, a été mal reçu par l'agent de service. « J'avais rencontré un policier, et à peine l'avais-je salué qu'il m'a demandé d'un ton sec et menaçant: "Tu veux quoi ?". Je lui ai donné ma réponse, lui faisant savoir que j'aimerais me faire établir une CNI. Il m'a demandé d'aller attendre là-bas, en pointant du doigt un arbre loin de la cour du commissariat de la ville, à environ 50 mètres du commissariat. J'avais obéi, sachant ou espérant qu'on va m'appeler dans quelques temps.

» Malheureusement, j'ai attendu pendant plus de 2 heures à cet endroit sans suite favorable. J'ai pris le courage de revenir vers l'officier de police une seconde fois et il m'a repoussé, d'aller attendre une seconde fois, et je me suis exécuté. Comme je le voyais recevoir d'autres personnes, je suis revenu dans l'après-midi et il m'a donné comme réponse que les cartons sont finis et que je devais revenir le lendemain matin.

» Le lendemain matin, une fois arrivé dans son bureau j'attends dehors alors qu'il était en train de recevoir d'autres personnes. Je me suis encore retiré. J'ai fait environ 5 jours en train de faire des aller et retour entre ma maison, le commissariat et la ville, mais en vain. Ce n'est que le sixième jour que j'ai été finalement reçu et au lieu de payer 2800 FCFA, j'ai plutôt payé 3500 FCFA. C'est à cette condition enfin que j'ai été reçu. J'avais trouvé cet accueil méprisant et décourageant. Depuis ce temps là, j'ai vraiment de la peine à me rendre dans un service public. »

Il en est de ce cas comme de plusieurs autres jeunes qui ont témoigné leur déception lorsqu'ils se sont rendus dans les services publics. Ils se plaignent de ce que les renseignements et orientations ne sont pas donnés; peu de services portent des identifiants, il n'existe pas de tableau d'affichage. Lorsqu'il y en a, les informations et les photos sont vieilles de plusieurs années. La qualité de l'accueil est frustrante et ne donne pas envie à l'utilisateur de revenir. Pour accroître les performances de l'administration, il faut redonner aux usagers leur titre de noblesse afin que l'utilisateur soit effectivement roi.

Institutionnalisation des Permanences Parlementaires

En convertissant les fonds de micros projets parlementaires en fonds d'appui à l'institutionnalisation des permanences parlementaires, l'Assemblée Nationale va créer 900 emplois pour les jeunes.

Ces jeunes qui vont y travailler se familiariseront rapidement aux pratiques parlementaires ; leur culture politique va croître et la relève politique sera ainsi assurée.

Soutenez le plaidoyer pour l'institutionnalisation des permanences parlementaires.

Luttez véritablement contre le chômage des jeunes.

Quelle(s) autorité(s) pour transformer nos sociétés et vaincre les crises actuelles?

Tant que le principal défi à relever par les personnes en position de décision reste et demeure la sécurité humaine, la satisfaction des usagers à travers une amélioration continue de la qualité du service rendu se présente comme une condition irréversible pour la justice et la cohésion sociale. Dès lors, la relation entre l'utilisateur et le prestataire ou fournisseur du service public doit être revue pour consolider l'adhésion des parties à une idée, un projet ou aux missions d'une institution.

Cette vision du travail qui se fonde sur la prise en compte des aspirations des bénéficiaires finaux du service, concède de la place aux usagers pour exprimer leur opinion, met ainsi en avant une approche d'autorité de développement et moins l'approche rapport de pouvoir (force) entre les acteurs ou autorité de commandement. Le projet de Responsabilisation Citoyenne des Jeunes dans le Renforcement de la Décentralisation, la Redevabilité Communautaire Inclusive à travers l'amélioration des relations et interactions entre les acteurs locaux (RECIRED), projet mis en œuvre dans les trois (3) communes des départements du Mayo

Tsanaga et du Mayo Sava (Mokolo, Mora et Tokombéré), vise ce but : celui de faire porter à la jeunesse la responsabilité et l'esprit de la collaboration, quelle que soit leur position sociale.

Le Capitaine Stéphane DENIS, Juriste et Commandant des Sapeurs Pompiers chez SDIS 49, relève dans sa Fiche Pratique

Trouver le juste milieu entre l'autorité de commandement et l'autorité de coordination du développement.

ceci : "Le commandement serait une forme de management dans la mesure où il s'agit bien de diriger des hommes en affirmant une certaine autorité, et cela afin d'atteindre un objectif (par exemple : réaliser une mission). Le management quant à lui, peut-être le

support ou l'accessoire du commandement dans la mesure où il permettra de fédérer les individus autour d'un objectif commun, que la hiérarchie ou l'autorité désignée cherche à atteindre (par exemple : accroître la rentabilité, finaliser un

projet). Alors que le commandement s'inspire fortement de l'organisation militaire, le management trouve ses racines dans l'évolution du monde de l'entreprise." Loin d'opposer le commandement au management, cette lecture concilie les deux approches dans la mesure où "la nature humaine présente des variables auxquelles commandement et management vont devoir s'adapter".

Puisque l'autorité de commandement ou de pouvoir se traduit par la notion de subordination, alors que l'autorité de développement confondue au management quant à elle prône la relation de collaboration, le contexte actuel de la décentralisation appelle davantage la seconde catégorie d'autorité. C'est pourquoi, dans le travail de transformation sociale auquel appelle la mutation du contexte actuel, il est judicieux de préparer les jeunes et leurs organisations à plus de collaboration avec les institutions de tous ordres : traditionnelles, civiles, policières, militaires, communales et administratives. Car le développement survient vite et mieux lorsque les rapports humains se transforment en relations de confiance, de collaboration et de complémentarité. Cela évite les brimades qui conduisent à la défiance, la radicalisation, et plus tard peut déboucher à l'extrémisme violent.



Retour progressif à une vie plus gaie à Kolofata

Les vacances 2021 ont démontré une reprise progressive de la sérénité dans la Commune de Kolofata. Mobilisateur Moustapha, Mentor formé dans le cadre du projet Freedom of Religion and Belief (FoRB) a pris le leadership de la mobilisation de la jeunesse à travers l'organisation d'un tournoi sportif de football durant les mois de juillet et août 2021. Un championnat de football qui a animé l'arrondissement à la grande satisfaction de ses populations que même le retour massif des personnes en reddition ou les incursions meurtrières des terroristes dans les localités voisines n'ont pas réussi à distraire.

La présence et l'attention des jeunes qui tous les après midi se ruaient aux abords du stade pour découvrir le spectacle des stars

du ballon rond sont restées constantes, signe que la communauté croit à la prévalence de la sécurité jadis perdue. Parents et enfants, toutes obédiences religieuses confondues, ont passé de bons moments à ovationner tel talent ou un beau jeu, à saluer les gestes de fair play et à encourager les moins méritants.

L'organisation de ce championnat a redonné vie et gaité dans la Commune, autant que l'action inspirée d'autres initiatives prises par les membres de CLIP, à l'instar du "Programme de scolarisation des enfants vulnérables et déplacés" à travers l'association Mayo Sava d'Abord, qui mobilise des fournitures scolaires pour envoyer des enfants à l'école à la prochaine rentrée scolaire.



Enquête : s'ouvrir aux usagers et aux jeunes en permanence

Une étude réalisée dans les Communes de Mokolo, Tokombere et Mora révèle globalement que les indicateurs sur la relation entre les jeunes et les autorités administratives affichent de mauvaises performances. Malgré le fait que la plupart des jeunes enquêtés (61,11%) ont déjà manifesté le souhait de rencontrer des autorités, seulement 36,7% ont déjà eu effectivement la possibilité de rencontrer ces hautes personnalités. 37% des jeunes affirment avoir des difficultés à aller discuter ou demander un service aux autorités administratives locales ou communales. 26% de jeunes disent avoir

des idées négatives sur les autorités administratives locales, communales ou des Forces de défense et de sécurité. 59,2% de jeunes souhaitent absolument rencontrer les autorités locales pour discuter sur les thèmes qui visent à améliorer la condition de vie des jeunes. La plupart de ces jeunes, soit 57%, pensent qu'en discutant avec les Maires, les solutions à leurs conditions de vie pourront être trouvées.

Les résultats de cette enquête révèlent ainsi que les jeunes manifestent un désir ardent d'avoir des rencontres avec les principales autorités qui incarnent les institutions locales. Un tel désir peut trahir le besoin de mieux connaître et comprendre les missions de ces institutions. L'organisation des journées portes ouvertes ou des foires aux services publics serait à ce titre une idée à explorer pour rendre visibles les administrations publiques locales et les ouvrir davantage à leurs usagers.



Certaines autorités pensent et disent ceci des jeunes

Les jeunes se sentent frustrés par les autorités des forces de défense et de sécurité. Les jeunes sont mal éduqués. Ils ne sont pas patients lorsqu'ils demandent un service dans un bureau administratif. Ils n'ont aucun respect envers les Secrétaires qu'ils trouvent en place, et croient par orgueil qu'ils peuvent entrer directement dans le bureau de l'autorité sans se faire annoncer, surtout s'ils croient avoir une moindre affinité avec cette autorité.

Dans la Commune de Mokolo par exemple, il y a un problème d'éducation; par conséquent le taux de chômage est élevé, et le déficit d'éducation parentale pousse les jeunes à recourir à la facilité. L'oisiveté des jeunes est visible et leur comportement se traduit par l'attentisme caractérisé par une inaction en faveur des actes de volontariat et d'intérêt général au sein de leur Commune. On se serait attendu que des groupes de jeunes ou des jeunes en association s'engagent pour mettre la propreté dans la ville. Ils déclarent généralement que cela incombe aux agents communaux.

Lors des campagnes d'hygiène et de salubrité, les jeunes désertent, prétextant qu'ils ne gagnent pas le moindre sou. Les jeunes pensent beaucoup aux intérêts matériels et financiers. C'est ce qui d'ailleurs pousse les jeunes filles à se livrer au vagabondage dès le bas âge. La socialisation des jeunes filles et garçons à



travers des associations et l'encadrement à la citoyenneté est une voie à encourager dans les Communes.

En côtoyant des organisations, nous avons vu que DMJ offre un programme qui rend les jeunes actifs en augmentant leurs capacités citoyennes ; Car, il faut le dire, beaucoup de jeunes sont inactifs parce qu'ils attendent tout des autres, et surtout des pouvoirs publics. Il leur manque les capacités d'initiative, ce que le Projet de

Renforcement de l'Encadrement Citoyen à l'Insertion Socio Economique (PRECISE) essaye de corriger.

En tant que autorités communales, nous ne pouvons que encourager les jeunes à courir vers de tels programmes qui forment la personne humaine et fait d'elle un citoyen accompli, apte à se mettre au service de sa communauté. L'évolution de la jeunesse doit passer par un engagement à servir et non à se faire servir.

Nos contacts

C24 individuel, SIC Mendong (Ydé)
BP : 31 564 Yaoundé – Cameroun
Tél. : (237) 242 04 51 64
Mail : dmj@dmjcm.org

Site web & réseaux sociaux

Web : www.dmjcm.org
Facebook : www.facebook.com/dynamiquemondialesdesjeunes
Twitter : www.twitter.com/DMJ_WDYP
Youtube : youtube.com/channel/UCYwKNw8Dua9OaTHKQOue0kw

Foisonnement d'actions pour construire la confiance et la sérénité à Kolofata

Les populations de Kolofata ne tarissent pas d'imagination pour redonner du goût et du rythme à la vie dans cet arrondissement dont la seule évocation du nom pouvait faire frémir plus d'une personne. C'est ainsi que forces de défense et de sécurité (FDS) et jeunes gens organisent des matchs de football aux équipes mixtes, jeunes et FDS.

Ainsi par le sport, la méfiance est dissipée. La création de l'association des jeunes de la Commune de Kolofata est aussi une réponse à l'oisiveté des jeunes qui pouvaient alors être soupçonnés de compter parmi ceux qui se livrent à la violence et au terrorisme.

Cette association des jeunes qui est une émanation des activités du projet Freedom of Religion and Belief (FoRB), multiplie la mobilisation et la

sensibilisation porte à porte des populations sur la sécurité et le bienfondé de la cohabitation pacifique. Depuis son avènement, le regard négatif que jetait l'administration sur les jeunes commence à changer, même si les jeunes n'ont pas encore pleinement de voix dans la gestion des affaires de la Commune.

Le Maire, par ailleurs Lamido, est très favorable à l'idée de cette association qu'il assiste très régulièrement. Il organise assez souvent des séances de discussion avec les leaders religieux, Chrétiens et Musulmans, au sujet des messages de paix que l'on devrait retrouver dans les prêches.



Les cibles de PRECISE-PREVISOS II sont connues

L'étude de base réalisée dans le cadre de la deuxième phase du projet de Renforcement de l'Encadrement Citoyen à l'Insertion Socio Economique pour la Prévention de la Violence et la Cohésion Sociale (PRECISE-PREVICOS) a permis d'identifier 247 organisations de jeunes dans les 9 Communes du Projet, à savoir dans l'Adamaoua (Meiganga, Ngaoundal, Tibati et les 3 Communes de la ville de Ngaoundéré) et dans l'Extrême Nord (Maroua 3e, Mokolo et Mora). 139 associations ont été enquêtées dans l'Adamaoua et 108 dans l'Extrême Nord.

Cette étude a permis d'identifier celles qui seront accompagnées par Commune et par nature de l'accompagnement. Une base de données Excel renseigne sur le détail des caractéristiques enregistrées auprès des organisations ciblées. 23 associations sont non légalisées, parmi lesquelles 21 n'ont pas encore de textes statutaires. Seulement 11 associations sont visibles sur Internet, entendu site web et autres réseaux sociaux.

La réalisation de cette étude a requis le recrutement d'un consultant et de vingt enquêteurs à l'intérieur des neuf Communes du projet. Ces jeunes ont été formés en deux pôles régionaux durant quatre jours, y compris la réalisation des pré-tests sur le terrain, avant d'être déployés pour la collecte des données. Le Consultant a par la suite traité et analysé les données et transmis un rapport et une base de données statistiques exploitable à volonté.

L'étude a privilégié les jeunes, afin de leur faire discuter avec leurs congénères et gagner en expériences en matière d'enquête utilisant les applications androïdes telles que KoboCollect.



MERCI A NOS PARTENAIRES



Directrice de Publication

Caroline Claire Yankep

Conseil Editorial

Dupleix F. Kuenzob
Abbé Gilbert Tuekam
Alice N. Tchoumkeu
Claudia Kaiser

Rédacteur en Chef

Michel Fokou

Secrétaire de Rédaction

Stéphanie Pettang

Relations Publiques

Jacqueline Saapong Mouna
Igor Tchouateun

Collaboration

Elise Virginie Mvemie
Arnaud Junior Tonga
Gladys Tcheugoue Monthe
Eric Kaptchouang Piegang
Pierrette Aoussins Tizi
René Eric Etoga Fouda
Emmanuel Lawane
Cisse Djibril
Charles Wassing Wagai
Estelle Makerou
Roméo Yalham Ben
Yiasmine Soumaïyata
Alliance Fidèle Abelegue